

## **Une grande victoire de la gauche**

C'est fait, la gauche a gagné les élections présidentielles mais tout commence maintenant. Et déjà nous sommes sollicités par les législatives. S'agit-il de changer de députés ou de politique ?

### **Pour quelle politique ?**

Il faut dire non aux marchés financiers, relancer la croissance, le pouvoir d'achat, l'emploi, lutter contre la précarité, réorienter la construction de L'Europe en reprenant le contrôle de l'économie, basculer dans une nouvelle République pour approfondir les droits citoyens. J'affirme, avec le Front de Gauche, que tout cela serait possible avec un meilleur partage des richesses.

Il faut aussi renforcer, développer les services publics.

### **Une question récurrente : public ou privé ?**

Nous venons de vivre, avec la grève des salariés d'URBASER, un conflit qui aurait pu être évité. Cette entreprise avait emporté le marché de l'enlèvement de nos ordures ménagères dans le cadre d'une délégation de service public.

Les élus siégeant dans la commission d'appel d'offres de la CDA n'avaient pas résisté aux sirènes du moins disant social. Les salariés avaient pourtant alerté les élus sur les risques d'une telle décision sans être entendus. Les conséquences ne se sont pas faites attendre. Devant la menace de réduire à un seul au lieu de deux le nombre de « rippers » lors des tournées, alors que leurs salaires stagnaient avec le SMIC, ils ont du se mettre en grève. Après 15 jours d'un conflit difficile, ils ont obtenu gain de cause pour partie de leurs revendications, surtout celles portant sur les conditions de travail.

La CDA doit revoir ses conditions d'attribution des marchés publics. Et pourquoi ne pas profiter de la réorganisation programmée de la CDA pour mettre en place une régie publique d'enlèvement de nos ordures ménagères ?

### **Et si on parlait de la gestion de notre eau ?**

Le syndicat Nord risque de se saborder en juin pour rejoindre le syndicat départemental. Les élus locaux perdront alors totalement leur souveraineté et seront privés de tout contrôle,

de toute décision, y compris en terme d'investissements. Les usagers de l'eau que nous sommes tous ne seront pas consultés.

Condamnons ce défaut de démocratie et invitons tous les élus en responsabilité à voter contre ce projet.

Un autre projet de gestion existe, d'ailleurs. Il est proposé par CEP 17 et je vous invite à le consulter sur son blog :

<http://cep17.over-blog.com/>